



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

brevets

Question écrite n° 58080

Texte de la question

M. Pierre Hellier rappelle à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie que, le 16 octobre dernier, le Gouvernement français avait annoncé que la France différerait la signature du protocole d'accord intergouvernemental visant à mettre fin à l'obligation de traduction en français des brevets européens et qu'une concertation avec tous les professionnels de la propriété industrielle interviendrait avant juin 2001 pour arrêter la position définitive de la France au regard de ce dossier. Alors même que cette concertation va démarrer, nous assistons à une recrudescence des pressions émanant d'industriels et de groupes américains dont l'objectif premier est de faire baisser sensiblement le coût des brevets en Europe en faisant sauter le verrou de la barrière linguistique. Cette démarche leur permettrait de créer en Europe, une large voie d'accès en faveur des brevets américains, les brevets validés en France étant alors rédigés uniquement en anglais. Face à une telle hypothèse et dans le but d'éviter que la langue anglaise soit considérée comme la langue exclusive en matière de technologie et d'industrie, il lui demande donc de préciser les mesures que le Gouvernement français entend préconiser et d'indiquer si, au demeurant, la France irait jusqu'à annoncer qu'elle ne signera pas ce protocole avant l'adoption du règlement sur le brevet communautaire.

Texte de la réponse

La compétition internationale dans laquelle les économies française et européenne sont engagées impose aujourd'hui à nos entreprises de recourir largement au brevet, outil essentiel de valorisation et de protection de l'innovation. Même si l'on constate que les dépôts de brevets en France connaissent un certain renouveau grâce à la politique de soutien à l'innovation que mène le Gouvernement, les entreprises françaises utilisent encore insuffisamment le système des brevets : seules 25 % d'entre elles déposent un brevet au cours de leur vie. En France, le Gouvernement a réduit de 50 % la principale taxe, dite taxe de recherche, ce qui fait du brevet français l'un des moins chers d'Europe. En revanche, le coût d'obtention du brevet européen reste très élevé, de trois à cinq fois plus cher qu'aux Etats-Unis ou au Japon. En effet, 40 % du coût du brevet européen est dû aux traductions exigées actuellement par chacun des Etats membres de l'Office européen des brevets (OEB) dans sa langue nationale. A l'initiative de la France, une conférence intergouvernementale a permis de préparer un projet d'accord sur les traductions des brevets européens. Pour les déposants (entreprises, chercheurs, parfois simples particuliers), ce projet d'accord limiterait considérablement le coût et la complexité d'un outil indispensable. Vis-à-vis de la langue française, il affirmerait la prééminence des trois langues de l'OEB, dont le français fait partie, avec l'anglais et l'allemand. Il a en revanche été critiqué sous certains aspects, notamment par les professionnels de la propriété industrielle. Le Gouvernement est conscient des préoccupations ainsi soulevées. Il entend donc ne signer l'accord que si l'intérêt général en est parfaitement établi et s'il suscite une large adhésion permettant d'envisager sereinement sa ratification. Le Gouvernement a donc décidé de poursuivre les consultations, en sollicitant toutes les parties intéressées : entreprises et chercheurs, inventeurs individuels, avocats, conseils en propriété industrielle, académies, parlementaires et élus, institutions nationales, européennes et internationales chargées de la propriété industrielle, institutions chargées de la francophonie. L'objectif de cette consultation est d'évaluer l'intérêt du projet d'accord présenté à Londres et, le cas échéant,

d'en préciser les modalités de mise en oeuvre. Dans cette perspective, une mission de concertation et de proposition a été confiée à M. Georges Vianes, conseiller maître à la Cour des comptes, sur le régime linguistique des brevets européens (www.industrie.gouv.fr/vianes/). Le Gouvernement a arrêté en 1998, à la suite du rapport Lombard sur la propriété industrielle, des objectifs ambitieux, aux plans national et européen, de développement d'une véritable culture de propriété industrielle. Les enjeux sont notamment d'inciter inventeurs, entreprises et chercheurs à protéger leurs inventions, de favoriser le développement de la profession de conseil en propriété industrielle, dont le concours est indispensable aux entreprises et aux laboratoires de recherche, de développer les formations à la propriété industrielle, notamment dans les écoles d'ingénieurs, et de favoriser l'utilisation du brevet comme outil de veille technologique. Au regard de ces priorités, la mission de M. Vianes devra faire apparaître clairement les arguments de toutes les parties concernées afin que la décision finale du Gouvernement soit correctement éclairée. Le Gouvernement s'appuiera sur les conclusions de cette mission pour arrêter sa position sur les traductions des brevets européens, au plus tard le 30 juin 2001.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Hellier](#)

Circonscription : Sarthe (1^{re} circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 58080

Rubrique : Propriété intellectuelle

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 février 2001, page 1057

Réponse publiée le : 16 avril 2001, page 2298